

ORIGINES ANARCHISTES DU 1^{er} MAI: UNE JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE DES TRAVAILLEURS...

Les années 1880 sont marquées outre-Atlantique par l'essor des luttes ouvrières. Pas étonnant puisque les États-Unis sont mis en coupe réglée par les «*robbers barons*», les barons voleurs, ces hommes d'affaires comme Vanderbilt, Carnegie, Rockefeller ou J.P. Morgan, qui sont en train de se bâtir des fortunes colossales dans l'industrie, les affaires et les finances. Des barons voleurs qui se fichent comme d'une guigne du droit du travail... et de la vie des travailleurs tout court.

Dans une période de crise économique sévère, les grèves se succèdent, impulsées notamment par des organisations ouvrières de plus en plus puissantes, comme les *Chevaliers du travail* ou la *Fédération américaine du travail*. Les migrants européens, allemands notamment, sont légion parmi eux.

Les organisations ouvrières décident de faire du 1^{er} mai 1886 la date à partir de laquelle la revendication des huit heures de travail quotidiennes doit entrer en application. Pour se faire, ils en appellent à la grève générale. À Chicago, ils sont donc 80.000 à se croiser les bras. Chicago est la ville phare du mouvement ouvrier américain: les journaux socialistes et révolutionnaires y sont nombreux, les syndicats y sont puissants et actifs. Le 3 mai, à l'issue d'un rassemblement ouvrier devant l'entreprise MacCormick qui vient de licencier tout son personnel et de le remplacer par des non-grévistes (les jaunes ou «*scabs*»), la police et son auxiliaire, la célèbre agence Pinkerton qui fournit provocateurs et tueurs à gage au patronat, font feu sur les manifestants, tuant deux d'entre eux. Le lendemain, il est décidé d'organiser en riposte un grand meeting à Haymarket Square. Devant 3.000 personnes, les intervenants se succèdent pour défendre les revendications ouvrières et dénoncer les violences policières. À la fin d'un discours, les forces de police interviennent pour mettre fin au meeting. C'est alors qu'une bombe est lancée dans les rangs policiers. Aussitôt, c'est la panique et l'affrontement. Quand le calme revient sur Haymarket Square, on relève treize cadavres: six ouvriers et sept policiers. Dès le lendemain, la presse, qui est aux mains des industriels, se déchaîne contre les syndicalistes et les anarchistes qu'elle rend responsables de l'attentat. La police effectue une rafle dans les milieux révolutionnaires et emprisonne huit hommes: Oscar Neebe, Louis Lingg, Michael Schwab, Samuel Fielden, August Spies, George Engel, Albert Parsons et Adolf Fischer. Leur particularité: tous sont des militants anarchistes et aucun n'était sur les lieux au moment de l'explosion, hormis Fielden et Parsons, présents à la tribune.

Leur procès se tient en juin de la même année. C'est un procès politique, évidemment truqué, le genre de procès dont sont friandes nos démocraties quand leurs intérêts vitaux sont en jeu: tous les jurés, comme le juge, ont été choisis dans les milieux bourgeois et réactionnaires de la ville. Le procureur, Julius Grinnel, déclare ainsi lors de ses instructions au jury: «*Il n'y a qu'un pas de la République à l'anarchie. C'est la loi qui subit ici son procès en même temps que l'anarchisme. Ces huit hommes ont été choisis parce qu'ils sont des meneurs. Ils ne sont pas plus coupables que les milliers de personnes qui les suivent. Messieurs du jury: condamnez ces hommes, faites d'eux un exemple, faites-les pendre et vous sauverez nos institutions et notre société. C'est vous qui déciderez si nous allons faire ce pas vers l'anarchie, ou non*».

L'issue du procès ne fait donc aucun doute: seul Neebe échappe à la peine de mort. Durant l'année qui suit, les campagnes internationales de solidarité se succèdent pour essayer d'arracher à la potence les sept anarchistes. Le 10 novembre 1887, l'un d'eux, Louis Lingg, charpentier de son état, âgé de 21 ans, meurt en prison. À l'exécution, il a préféré le suicide. Le même jour, le gouverneur Oglesby confirme les peines de mort pour quatre des prisonniers: Adolf Fischer, George Engel et August Spies et Albert Parsons. Justice de classe, justice expéditive... Vingt-quatre heures plus tard, les quatre anarchistes condamnés sont pendus. Pas moins de 250.000 personnes accompagneront le cortège funéraire de ceux que l'on appelle dès lors les «*martyrs de Chicago*».

En 1893, la révision du procès reconnut l'innocence des huit inculpés ainsi que la machination policière et judiciaire mise en place pour criminaliser et casser le mouvement anarchiste et, plus largement, le mouvement ouvrier naissant.

Les suppliciés furent alors réhabilités et les trois emprisonnés purent quitter le bagne. Sur une stèle du cimetière de Waldheim, à Chicago, sont inscrites les dernières paroles de l'un des condamnés, August Spies: «*Le jour viendra où notre silence sera plus puissant que les voix que vous étranglez aujourd'hui*». En 1889, à Paris le congrès de l'*Internationale socialiste* décide de consacrer chaque 1^{er} mai journée internationale de lutte des travailleurs.

Depuis, les politiciens de tout bord, conscients du caractère subversif du 1^{er} mai, se sont échinés à détourner de sa signification ouvrière et révolutionnaire la journée du 1^{er} mai. Des bolcheviks aux pétainistes, le 1^{er} mai ne doit plus être un symbole de lutte et d'émancipation, mais la fête des travailleurs et la glorification du travail, de la productivité et de la paix sociale! En 1920, la Russie bolchevique décide que le 1^{er} mai sera chômé et deviendra la fête du travail (la propagande stalinienne glorifiera ensuite la productivité en inventant le stakhanovisme, du nom du mineur de choc Alekseï Stakhanov qui aurait extrait 102 tonnes de charbon en six heures, soit environ quatorze fois le quota demandé à chaque mineur).

En 1933, en Allemagne, Hitler, parvenu par les urnes au pouvoir aux élections législatives de mars, institue le 1^{er} mai comme jour chômé célébrant la fête du travail. Les manifestations du 1^{er} mai sont interdites, les syndicats sont dissous et déclarés illégaux le lendemain. En 1941, en France, pendant l'occupation allemande, le 1^{er} mai est officiellement désigné par René Belin, ministre du Travail de Pétain, principal rédacteur de la *Charte du travail* et ancien secrétaire de la CGT, comme la fête du travail et de la concorde sociale et devient chômé.

Depuis, cette fête du travail a été relayée servilement par la majorité du «*peuple de gauche*» sans plus de protestation chaque année en France. Même les «*communistes*» du PCF et autres socio-démocrates y distribuent depuis des décennies leur muguet. Et, pourtant, c'est encore sous Pétain que le muguet (blanc comme le lys, symbole de sainteté et de la monarchie) vient remplacer les églantines rouges (symbole révolutionnaire depuis la première commune de 1793 et repris comme symbole des luttes ouvrières) ou l'aubépine (en hommage à la jeune ouvrière Maria Blondeau tuée un bouquet d'aubépine à la main lorsque l'armée tira sur le cortège du 1^{er} mai 1891 à Fourmies faisant 9 morts et 30 blessés) qui étaient alors portées et distribuées le jour du 1^{er} mai avant le régime de Vichy. C'est bien de la responsabilité de certains syndicats, qui n'ont cessé de revendiquer cette «*fête du travail*», si cette journée est aujourd'hui célébrée selon des rites travaillistes et autoritaires hérités du pétainisme.

En 1947, le 1^{er} mai est inscrit dans le *Code du travail* comme journée fériée, chômée et payée, le gouvernement reprend et officialise l'année suivante la dénomination vichyste de «*fête du travail*».

Plus récemment, la récupération et le détournement du 1^{er} mai ne s'embarrassent d'aucune limite: le *Front national* organise chaque année une manifestation pour fêter le travail et Jeanne d'Arc. «*Travail, famille, patrie*», voilà le message que ces politiciens veulent nous imposer ce 1^{er} mai!

Les élections et les partis politiques sont les ennemis de l'émancipation ouvrière. Les revendications des travailleurs, les luttes sociales ne doivent pas céder devant la lutte des politiciens pour la conquête du pouvoir et la lutte des places. Tout ce que nous avons obtenu, nous l'avons obtenu par la lutte, par l'action directe des travailleurs contre le patronat, contre tous les gouvernements et contre les bureaucraties syndicales.

Le 1^{er} mai est donc bien une journée inscrite dans l'histoire du mouvement ouvrier avec le sang de militants anarchistes. Elle appartient à ceux et celles qui se battent pour leur émancipation, pas pour célébrer le salariat, l'exploitation et la souffrance au travail!

Nous devons continuer à nous battre, contre les patrons, contre les bureaucrates politiciens ou syndicaux pour que cette journée demeure une journée de luttes sans jamais perdre à l'esprit qu'«*il n'est pas de sauveurs suprêmes: ni dieu, ni César, ni tribun. Travailleurs, sauvons-nous-mêmes!*»!

Groupe Emma Goldman.
